

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Battons-nous pour le partage des richesses, la transition écologique et la transformation sociale

Nul ne peut nier aujourd'hui l'ampleur de la mobilisation des gilets jaunes, qui depuis samedi 17 novembre ont multiplié les blocages d'axes routiers. La mobilisation est partie de l'augmentation du prix de l'essence. L'exaspération exprimée dépasse aujourd'hui largement ce point de départ. Une partie des mots d'ordre remet dorénavant en cause le mépris du pouvoir en place, les privilèges des plus riches, la faiblesse des salaires. En tant que syndicat ayant combattu les réformes des gouvernements successifs au service du patronat, les deux lois Travail, les budgets d'austérité, les contre-réformes du système éducatif, ces mots d'ordre nous parlent.

Extrême-droite dehors !

Bien évidemment, **les comportements et invectives sexistes, racistes, islamophobes, lgbtqiphobes vus sur des blocages sont inacceptables.** Pour nous, la lutte contre toutes les formes de discriminations et contre l'extrême-droite est une priorité. **Il est urgent d'écarter l'extrême-droite de la mobilisation en cours.**

Dans l'éducation nationale, nous sommes concerné-e-s

Sur nos lieux de travail, la mobilisation des gilets jaunes est sur toutes les lèvres. Et pour cause, les mots d'ordre concernent directement les personnels.

D'une part, toute une partie de la profession est amenée à faire un trajet long pour se rendre sur son lieu de travail : remplaçant-e-s dans le premier et dans le second degré notamment. Dans l'éducation nationale, les personnels pâtissent également du coût de l'essence, mais aussi et surtout de la destruction des transports en commun consécutive aux privatisations. La précarisation des emplois, y compris dans les services publics, éloigne les personnels de leur lieu de vie et amplifie les effets d'une mobilité quotidienne imposée.

D'autre part, le gel du point d'indice et la faiblesse des salaires en particulier en catégorie B et C concerne directement les personnels de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. Tout le système éducatif est frappé par la destruction des services publics et des solidarités mis en œuvre par ce gouvernement.

Le gouvernement aux ordres du capital

SUD éducation, avec son Union syndicale Solidaires, a des revendications pour lutter contre le réchauffement climatique, la dégradation de l'environnement et pour la transition écologique. Mais ce qui est sûr, c'est que le gouvernement, lui, ne s'attaque pas aux véritables responsables : il privatise et ferme les lignes de chemins de fer, promeut le transport en autocar, ne touche pas aux dividendes du fret maritime, des patrons de la route, des entreprises les plus polluantes.

Contre ce gouvernement au service du patronat et certainement pas de l'environnement, SUD éducation revendique l'augmentation générale des salaires et des prestations sociales avec un passage immédiat du salaire minimum à 1700 euros et l'intégration des primes et indemnités aux salaires.

S'attaquer aux vrais responsables

Pour SUD éducation, il faut s'attaquer aux responsables du désastre :

- en taxant les revenus du capital, le transport aérien et maritime, les véhicules de luxe polluants, le transport poids lourd routier,
- par la création d'emplois non délocalisables, la reconversion des transports polluants,
- une vraie politique du transport public accompagnée d'une vraie réflexion sur leur accessibilité par toutes et tous, notamment par un coût réduit des billets,
- la transformation des industries et de l'agriculture polluantes avec des aides pour les salarié-es et riverain-es concernées.

Transformer la société

Nous voulons une transformation profonde de la société. SUD éducation se bat pour une société plus juste, débarrassée du sexisme et des lgbtphobies, du racisme, de l'exploitation capitaliste, solidaire, égalitaire, autogestionnaire, et écologique. SUD éducation sera au côté de celles et ceux qui luttent dans ces combats.